

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2021

ISIT RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2021

Aux membres de l'association ISIT

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ISIT relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les changements de méthodes comptables décrits dans la note changements de méthodes de l'annexe des comptes annuels relatifs à la première application du règlement ANC 2018-06.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note changements de méthodes de l'annexe expose le changement de méthodes comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la première application du règlement comptable ANC 2018-06.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée Générale

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie

sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 27 janvier 2022

Michel BROSSEAU

**Commissaire aux comptes associé,
Inscrit auprès de la compagnie
Régionale de Versailles**

Signé électroniquement le 27/01/2022 par
Michel Brosseau

Comptes annuels 2020/2021

BILAN ACTIF AU 31/08/2021

ACTIF	Nomenclature 2020 & PCG			Nomenclature 2020	Nomenclature 2016
	Du 01/09/2020 au 31/08/2021 (selon ANC 2018-08)			N-1 retraité	N-1 approuvé
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	273 450	270 150	3 299	16 236	16 236
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	841 750	0	841 750	841 750	841 750
Constructions	702 750	455 250	247 500	277 849	
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					277 849
Installations techniques, matériel et outillage industriels	187 798	180 840	6 958	8 087	8 087
Autres immobilisations corporelles	6 007 963	2 973 839	3 034 124	3 319 497	3 319 497
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				10 469	10 469
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations grevées de droit (prêt à usage)					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres	223 045	0	223 045	222 155	222 155
Total I	8 236 756	3 880 080	4 356 676	4 696 042	4 696 042
ACTIF CIRCULANT					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
Créances clients, usagers et comptes rattachés	174 879	71 725	103 154	163 465	163 465
Créances reçues par legs ou donations					
Personnel et organismes sociaux					153
Etat et autres collectivités publiques					
Autres	416 886	0	416 886	148 763	148 610
Valeurs mobilières de placement	1 269 774		1 269 774	1 269 503	1 269 503
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	2 469 854		2 469 854	2 465 886	2 465 886
Charges constatées d'avance	195 917		195 917	203 628	203 628
Total II	4 527 311	71 725	4 455 586	4 251 246	4 251 246
Frais d'émission des emprunts (I ³)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	12 764 067	3 951 805	8 812 262	8 947 288	8 947 288

BILAN PASSIF AU 31/08/2021

PASSIF	Nomenclature 2020 & PCG	Nomenclature 2020	Nomenclature 2016
	Du 01/09/2020 au 31/08/2021 (selon ANC 2018-06)	N-1 retraite Du 01/08/2019 au 31/08/2020 (selon ANC 2018-06)	N-1 approuvé Du 01/08/2019 au 31/08/2020 (selon CRC 1999-01)
FONDS PROPRES			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
<i>Fonds propres statutaires</i>			
<i>Fonds propres complémentaires</i>			
Valeur du patrimoine intégré			
Apports sans droit de reprise			
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
<i>Fonds propres statutaires</i>			
<i>Fonds propres complémentaires</i>			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles			
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	3 808 078	3 961 194	3 961 194
Réserves pour investissements			
Réserves de trésorerie			
Autres	603 484	603 484	603 484
Report à nouveau			
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	74 032	-153 115	-153 115
<i>Situation nette (sous-total)</i>	4 485 595	4 411 562	4 411 562
Fonds associatifs avec droit de reprise			
Apports avec droit de reprise			
Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés			
Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables			
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise			
<i>Fonds propres consommables</i>			
Subventions d'investissement	29 922	20 829	20 829
Subventions d'équipement			
Subventions d'investissement reçues avec obligation d'amortissement			
Taxe d'apprentissage affectée aux équipements scolaires			
Autres subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Droits des propriétaires (prêt à usage)			
Total I	4 515 517	4 432 391	4 432 391
FONDS REPORTES ET DEDIES			
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>			
<i>Fonds dédiés</i>	4 082	4 082	0
Total II	4 082	4 082	0
PROVISIONS			
Provisions pour risques	54 360	0	0
Provisions pour charges	124 690	112 760	112 760
Provisions pour pensions et obligations similaires			
Provisions pour gros entretien			
Autres provisions pour charges			
Total III	179 050	112 760	112 760
FONDS DEDIES			4 082
DETTES			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 049 552	845 294	845 294
Emprunts et dettes financières diverses			
Avances et acomptes reçus	2 369 416	2 447 913	2 447 913
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	212 375	271 256	271 256
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	443 209	473 928	473 928
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	39 063	196 106	196 106
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	0	163 558	163 558
Total IV	4 113 614	4 398 055	4 402 137
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 812 262	8 947 288	8 947 288

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/ 09/ 2020 au 31/ 08/ 2021

COMPTE DE RESULTAT	Nomenclature 2020 & PCG Du 01/ 09/ 2020 au 31/ 08/ 2021 (selon ANC 2018-06)	Nomenclature 2020 N-1 retraité	Nomenclature 2015 N-1 approuvé
		Du 01/ 09/ 2019 au 31/ 08/ 2020 (selon ANC 2018-06)	Du 01/ 09/ 2019 au 31/ 08/ 2020 (selon CRC 1999-01)
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	50	60	
Ventes de biens et services			
Ventes de biens			
dont ventes de dons en nature			
Ventes de produits et marchandises, travaux, études			
Ventes de prestations de service	5 234 886	5 450 073	
dont parrainages			
Participation des familles			5 380 077
Produits des activités annexes			69 996
Production stockée			
Production immobilisée			
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation	1 229 624	1 452 188	
Participations de l'Etat et des collectivités publiques			463 876
Subventions d'exploitation			988 312
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible			
Ressources liées à la générosité du public	7 820		
Dons manuels			
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières		500	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		17 500	17 500
Utilisations des fonds dédiés			
Autres produits	81 931	31 146	31 706
Total I	6 554 312	6 951 467	6 951 467
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises			
Variation de stock			
Achats de matières premières et autres approvisionnements			120 940
Variation de stocks			
Autres achats et charges externes	2 386 645	2 721 960	2 601 019
Aides financières	380 605	523 660	
Impôts, taxes et versements assimilés	108 501	116 815	116 815
Salaires et traitements	2 111 421	2 178 692	2 178 692
Charges sociales	927 849	952 815	952 815
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	490 330	549 220	
Dotations aux amortissements des immobilisations			549 220
Dotations aux dépréciations des immobilisations			
Dotations aux dépréciations de l'actif circulant			
Dotations aux provisions	11 930	6 400	6 400
Reports en fonds dédiés			
Autres charges	3 159	6 017	529 677
Total II	6 420 440	7 055 580	7 055 580
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	133 872	-104 113	-104 113

Suite compte de résultat

Remboursement des frais sur opérations faites en commun			
Quote-part des frais sur opérations faites en commun			
PRODUITS FINANCIERS			
De valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			
Autres intérêts et produits assimilés	1 990	3 733	3 733
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total III	1 990	3 733	3 733
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilés	15 275	10 540	10 540
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			
Total IV	15 275	10 540	10 540
2 - RESULTAT FINANCIER (III - IV)	-13 285	-6 807	-6 807
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	120 587	-110 920	-110 920
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	3 621	10 799	10 799
Sur opérations en capital	9 918		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges			
Total V	13 539	10 799	10 799
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	5 734	52 994	52 994
Sur opérations en capital			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	54 360	0	0
Total VI	60 094	52 994	52 994
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-46 555	-42 195	-42 195
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Total des produits (I + III + V)	6 569 841	6 965 999	6 965 999
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	6 495 809	7 119 114	7 119 114
SOLDE INTERMÉDIAIRE			
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			
- Engagements à réaliser sur ressources affectées			
5 - EXCÉDENT OU DÉFICIT	74 032	-153 115	-153 115
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Mises à disposition gratuite de biens et services			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe au Bilan au 31 août 2021 et au Compte de résultat du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021

Par arrêté du 10 avril 2003 (JO du 19-4-2003) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement d'enseignement supérieur.

Article 2 : Cet établissement est autorisé à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur pour une durée de cinq ans à compter du 1^{er} septembre 2017 (arrêté du 3 avril 2017 paru au Bulletin Officiel du 27 avril 2017). A partir de cette date, l'ISIT est autorisé à délivrer un diplôme unique de niveau I, visé par le ministre de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master à ses titulaires.

En novembre 2021, l'HCERES a émis un avis favorable relatif à la demande de renouvellement de l'autorisation à délivrer le diplôme visé par l'Etat de l'ISIT. L'audition par le CNESER a eu lieu le 14 décembre 2021. Par arrêté du 30 décembre 2021 le MESRI-DGESIP a renouvelé l'autorisation de l'ISIT à délivrer un diplôme visé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur et conférant le grade de master. Cet arrêté sera publié au BOESRI du 20 janvier 2022.

Par décret du 24 décembre 2021 (JO du 28-12-2021) l'ISIT est reconnu par l'Etat en tant qu'établissement-composante de l'Université Paris-Panthéon-Assas, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel expérimental. L'Université Paris-Panthéon-Assas est placée sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Le recteur de la région académique Ile-de-France, chancelier des universités, assure le contrôle administratif et budgétaire de l'établissement.

Le bilan avant répartition du résultat de l'exercice clos le 31/08/2021 présente un total d'actif ou passif de 8 812 262 € et un résultat de 74 032 €.

L'exercice a une durée de 12 mois et recouvre la période du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021.

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE

- Une baisse des effectifs du Programme Grande Ecole en 20/21 (653) par rapport à 692 l'année précédente avec 44 apprentis au lieu de 50, mais ouverture effective du programme Bachelor commun avec l'EFREI avec 22 étudiants.
- La réactivation du plan de continuité pédagogique et administrative dans ses volets pédagogique, de tutorat, d'information, de prévention et d'accompagnement psycho-social dans un contexte de poursuite de la crise sanitaire.
- La digitalisation accélérée de la pédagogie avec des investissements techniques conséquents dans des salles permettant un enseignement hybride.
- Le maintien par le Conseil d'Administration de l'ISIT de la cellule « crise et prospective » active afin de piloter étroitement la situation budgétaire à court terme mais aussi afin de travailler à des scénarii d'avenir pour l'évolution de l'établissement et de son « business model ».
- L'obtention d'un Prêt Garanti par l'Etat en mars 2021.
- La création d'un CFA propre à l'ISIT en sus de son appartenance en tant qu'UFA au CERFAL.
- La poursuite et l'approfondissement des partenariats de l'établissement : renouvellement de la convention-cadre avec l'ICP, élargissement de la coopération avec l'EFREI, nouvelle convention de coopération et de double-diplomation avec l'Université de Paris (relative à la spécialisation

Stratégie Digitale Interculturelle du Programme Grande école et au Master Langues, Industries Culturelles et Innovations Numériques de l'UFR « EILA »).

- Le lancement de pourparlers menés en matière de politique de site dans le cadre du projet de transformation de notre partenaire l'Université de Paris2-Assas en établissement expérimental.
- Les discussions puis la signature en janvier 2021 d'un avenant au bail relatif au campus d'Arcueil étendant le bail initial d'une durée de 12 ans à une durée de 15 ans, avec obtention d'une franchise de loyer sur deux exercices 20/21 et 21/22.
- Le démarrage du processus d'évaluation en vue du renouvellement du visa et du grade de Master.

EVENEMENTS POSTERIEUX A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Les effectifs de la rentrée 21/22 ont été perturbés suite à l'absence de JPO et salons physiques en 2021 n'ayant pas permis de montrer le potentiel de l'école offert aux étudiants. La rentrée a toutefois pu se tenir en présentiel. Les mesures sanitaires sont toujours applicables au sein de l'école. L'ISIT dispose d'un plan de continuité pédagogique pour prendre le relais d'une pédagogie hybride en cas de nouvelles mesures plus contraignantes.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes de l'Association sont établis en conformité avec les nouvelles dispositions du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, de l'Autorité des Normes Comptables (ANC).

CHANGEMENT DE METHODE

Afin de visualiser les impacts de présentation de ces nouvelles dispositions, les comptes annuels du précédent exercice en comparatif, dont le bilan clos au 31 août 2020 et le compte de résultat du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020 sont présentés selon la précédente nomenclature 2016 (selon CRC 1999-01) (colonne de droite pour les comptes 19/20 « approuvés ») et selon les normes de l'ANC 2018-6 (colonne de gauche pour les comptes 19/20 « retraités »). Les impacts dans les comptes annuels sont mis en couleur.

Cette colonne de comptes 19/20 « retraité » permet une comparaison selon les mêmes règles de présentation que les comptes 20/21 présentés selon les nouvelles normes.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre à l'exception des changements comptables décrits ci-après
- Indépendance des exercices intangibilité du bilan d'ouverture
- Nominalisme (valeur des coûts historiques)
- Prudence (produits réalisés, charges réalisées et probables)
- Non-compensation entre actif et passif ou entre produits et charges
- Bonne information
- Importance relative (présentation des éléments dont la non-connaissance pourrait avoir une incidence sur les décisions économiques prises par les utilisateurs des états financiers).

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

CHANGEMENTS COMPTABLES

Toutes les immobilisations des travaux d'aménagement du site d'Arcueil ont été comptabilisées à partir du 1^{er} septembre 2015 et étaient amorties sur une durée de 12 ans, soit la durée du bail (Date de prise d'effet du Bail sur 12 ans, le 8 décembre 2014, soit une prise de fin du Bail le 7 décembre 2026).

En raison de la crise sanitaire du COVID, l'ISIT a sollicité et obtenu une réduction du loyer du site d'Arcueil au propriétaire (74 500 € déduit de l'échéance de loyer du 1^{er} trimestre 2021 et 74 500 € déduit de l'échéance de loyer du 2^{ème} trimestre 2022). En contrepartie, le 7 janvier 2021 un nouveau bail a été signé rallongeant la durée totale à 15 ans (soit une fin du Bail prorogée le 7 décembre 2029) au lieu des 12 ans initialement prévus.

La durée d'amortissement des immobilisations des travaux d'aménagement du site d'Arcueil a donc été prolongée de 3 ans. Pour des raisons pratiques (le logiciel d'amortissement SAGE ne permettant de modification de la durée au cours d'un exercice comptable), la prolongation de la durée d'amortissement a été calculée à partir du 1^{er} septembre 2020, soit en début du présent exercice comptable.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat plus frais accessoires).

Nous appliquerons la méthode des coûts par composants.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation :

❖	Structure (gros œuvre, charpente)	25 à 50 ans
❖	Façades, étanchéité, couverture	15 à 20 ans
❖	Menuiseries extérieures	15 à 20 ans
❖	Serrurerie et électricité	10 à 15 ans
❖	Installations générales et techniques scellées	10 à 15 ans
❖	Agencements intérieurs (cloisons carrelages)	10 à 15 ans
❖	Equipements lourds de restauration	8 à 12 ans
❖	Mobilier de bureau	5 à 10 ans
❖	Matériel pédagogique hors informatique	3 à 5 ans
❖	Matériel de bureau hors informatique	3 à 5 ans
❖	Matériel informatique ou de reprographie	1 à 3 ans
❖	Logiciels	1 à 4 ans

Le détail des immobilisations est le suivant :

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS				
	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	273 450 €			273 450 €
Immobilisations corporelles - terrain	841 750 €			841 750 €
Immobilisations corporelles - construction	702 750 €			702 750 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	6 098 263 €	97 498 €		6 195 761 €
Immobilisations financières	222 155 €	891 €		223 045 €
Immobilisations en cours	10 469 €	1 163 €	11 632 €	0 €
TOTAL	8 148 836 €	99 552 €	11 632 €	8 236 756 €

Les augmentations des immobilisations sont essentiellement :

- des installations générales et agencements dont principalement des travaux sur la chaufferie à Assas (11 632 €), du matériel pour équiper les salles en hybridation de cours en présentiel et à distance en raison des contraintes sanitaires liées au COVID (4 879 €),
- du matériel informatique indispensable en raison du contexte dont principalement des caméras (16 755 €), des ordinateurs portables en raison des contraintes de confinement (30 005 €), des améliorations de performance et/ou changements de serveurs plus sous garantie (18 291 €), le remplacement d'un onduleur (3 126 €),
- et pour le reste de plus petits investissements divers.

Le détail des amortissements est le suivant :

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS				
	<i>Amortissements cumulés au début d'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Amortissements cumulés à la fin de l'exercice</i>
Immobilisations incorporelles	257 213 €	12 937 €		270 150 €
Immobilisations corporelles - terrain	0 €			0 €
Immobilisations corporelles - construction	424 901 €	30 349 €		455 250 €
Immobilisations corporelles - agencements/matériel	2 770 680 €	383 999 €		3 154 679 €
Immobilisations financières	0 €			0 €
TOTAL	3 452 794 €	427 285 €	0 €	3 880 080 €

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En cas de risque de non-remboursement, les immobilisations financières font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Une réévaluation de 891 € du dépôt de garantie du loyer du bâtiment à Arcueil augmente ce denier à 223 045 € au 31/08/2021. Le dépôt est réévalué chaque année suivant l'évolution de l'indice du coût de la construction.

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

15 445 € de créances à plus de 1 an et moins de 5 ans, ont été comptabilisées en créances douteuses au 31/08/2021 et provisionnées à 80 %.

34 590 € de créances à – de 1 an au 31/08/2021, ont été comptabilisées en créances douteuses en raison de la forte probabilité de ne pas pouvoir être recouvrées. Ces créances sont provisionnées entre 40 % et 80 %.

Le poste de créances douteuses au 31/08/2020 s'élevait à 16 629 € (provisionnées à hauteur de 100 % au 31/08/2021), un complément de 21 419 € d'autres créances douteuses ont été comptabilisées au 31/08/2021 (provisionnées à hauteur de 80 % au 31/08/2021).

En définitive, le total de créances douteuses s'élève à 88 083 € au 31/08/2021 contre 16 629 € au 31/08/2020, soit une augmentation de 71 454 €. Le total des dépréciations sur créances s'élève à 71 725 € au 31/08/2021 contre 8 682 € au 31/08/2020, soit une augmentation de 63 043 €.

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute à l'actif est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Les valeurs mobilières de placement (Contrat de capitalisation) sont inscrites au bilan au 31/08/2021 pour une valeur comptable de 1 267 187 €. Il s'agit de la valeur (d'achat) du capital, les plus-values latentes n'étant pas comptabilisées.

La valorisation réelle du contrat est de 1 542 781 € au 31/08/2021.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute.

FONDS PROPRES

MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES

Entre le 1^{er} septembre 2020 et le 31 août 2021

MOUVEMENTS DES FONDS PROPRES				
	<i>Valeur brute à l'ouverture de l'exercice</i>	<i>Augmentations</i>	<i>Diminutions</i>	<i>Valeur brute à la clôture de l'exercice</i>
Réserve pour investissements	3 961 194 €		153 116 €	3 808 078 €
Réserve : constitution fonds de roulement	603 484 €			603 484 €
Résultat de l'exercice (déficiaire / excédentaire)	-153 115 €	227 147 €		74 032 €
TA affectée aux investissements	858 267 €	19 012 €		877 279 €
Reprise matériel pédagogique	-837 438 €		9 919 €	-847 357 €
Subvention UFA	130 491 €			130 491 €
Reprise subvention TA UFA	-130 491 €			-130 491 €
TOTAL	4 432 391 €	246 159 €	163 035 €	4 515 515 €

L'exercice du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021 dégage un résultat de 74 032 €.

SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

Les fonds propres à l'ouverture de l'exercice sont issus d'un dispositif lié à l'organisation de l'apprentissage avant le 01/01/2020. Il s'agit d'une affectation de tout ou partie de la taxe d'apprentissage à des investissements et de sommes reçues de l'ASP.

Amortissements des subventions : les subventions d'investissement issues de la taxe d'apprentissage ou de financement d'investissement Erasmus sont reprises au résultat au même rythme que les actifs qu'elles ont financés.

Engagement de conservation : Le bénéficiaire doit conserver les biens acquis pendant dix ans. L'augmentation du poste « TA affectée aux investissements » comprend une régularisation de subvention Erasmus sur investissements de 19 012 €.

DON VERNON

Le legs "de Vernon" ayant été dévolu à l'Institut Catholique de Paris et accepté par celui-ci, la quote-part de l'ISIT dans le "fonds de Vernon" n'est pas enregistrée en comptabilité.

Aux termes de la convention de Vernon, les revenus distribués au titre du capital investi dans un fonds commun de placement dédié à l'ICP et géré par la Société Générale, doivent être affectés à l'octroi de bourses aux étudiants et au financement d'outils et de moyens pédagogiques.

Les revenus distribués par le FCP ICP sont de 4 082 € en mars 2006.

Aucun revenu n'a été distribué depuis. Le compte « fonds de Vernon » s'élève à 4 082 € au 31 août 2021.

PROVISIONS

Une provision pour risques et charges est constituée chaque fois que le droit d'un tiers la justifie, même si la réalisation est incertaine.

Les mouvements des provisions pour l'exercice 2020-2021 sont les suivantes :

	Valeur à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur à la clôture de l'exercice
Provisions IDR	112 760 €	11 930 €		124 690 €
Provisions pour risques	0 €	54 360 €		54 360 €
Provisions pour charges	0 €	0 €		0 €
Provisions pour dépréciations des créances douteuses	8 682 €	63 043 €		71 725 €
TOTAL	121 442 €	129 333 €	0 €	250 775 €

La provision pour indemnités de départ à la retraite :

Le montant de la charge des indemnités de départ à la retraite (IDR) est évalué à chaque exercice. Les seuils des indemnités selon l'ancienneté sont définis par la convention collective, soit celle de l'Enseignement Privé Indépendant et sont appliqués dans le calcul au 31/08/2021.

L'hypothèse retenue est le départ à l'initiative du salarié, donc avec charges sociales.

Le droit acquis est provisionné à 100 % pour les salariés de plus de cinquante ans, 60 % pour les salariés de quarante à cinquante ans et 10 % pour les moins de 40 ans. La provision pour IDR au 31/08/2021 s'élève à 124 690 €.

La provision pour risques :

Le bilan établi pour le CERFAL et la région chaque année civile affectait les charges d'apprentissage selon une clef de répartition par rapport aux dépenses totales. Ces charges étaient plafonnées par rapport au coût défini au préalable par la région. Toute collecte de taxe supérieure aux dépenses était considérée comme un « report à nouveau ». Historiquement le CERFAL a permis à ses UFAs, dont l'ISIT, de conserver ces reliquats de taxe dans certaines limites pour appuyer la trésorerie. Cette approche était possible pendant la durée de l'ancien dispositif parce que le montant cumulé des reliquats pouvait évoluer d'une année à l'autre. Ce dispositif ayant pris fin au 31/12/2019, sauf lobbying ou décision exceptionnelle, la région peut exiger le reversement de l'ensemble des reliquats du CERFAL. Pour cette raison le CERFAL souhaite le reversement de 84 478 €.

Depuis le début de l'activité de l'apprentissage, il n'a pas été imposé une provision pour reliquats ni un traitement au bilan. Ce traitement comptable a continué jusqu'à la fin du dispositif et en conséquence le reversement était censé impacter directement le compte de résultat en 2020-2021.

Des négociations avec le directeur du CERFAL entre juin et octobre 2021 ont permis d'obtenir l'accord suivant : le CERFAL a proposé à l'ISIT de poursuivre les relations avec si l'ISIT le souhaitait pour un an, deux ans ou trois ans. La convention peut être reconduite exceptionnellement pour un an, deux ans ou trois ans avec un ou plusieurs groupes d'étudiants et en contrepartie le CERFAL adresse à l'ISIT des avoirs annuels sur les frais de gestion de 7 % à imputer sur le reliquat de taxe de 84 478 €.

Le 18/10/2021, le CERFAL a adressé à l'ISIT une facture d'avoir sur frais de gestion 2020 en date du 31/12/20 d'un montant de 30 118 € et un mail nous indiquant que le reliquat de l'ISIT s'élevait donc à 54 360 € au 31/12/2020.

Une provision pour risques a donc été comptabilisée en charges exceptionnelles dans le compte de résultat et au passif du bilan pour 54 360 € dans les clos au 31/08/2021.

Les provisions pour dépréciation des créances douteuses :

Des provisions pour dépréciation des créances douteuses étaient comptabilisées pour 8 682 € au 31/08/2020. Elles ont été augmentées de 63 043 € au 31/08/2021 pour atteindre un total de 71 725 €.

ENGAGEMENTS DONNES

Un emprunt de 1 500 000 € a été souscrit auprès de la Société Générale en septembre 2006 pour l'acquisition du local rue d'Assas. La dernière échéance est reportée au 27 avril 2022. Les échéances mensuelles sont de 10 871 €.

Une inscription de privilège de prêteur de deniers en premier rang sur le bien financé a été prise par contrat.

Un emprunt de 2 000 000 € a été souscrit auprès de la Société Générale en février 2015 pour le financement des travaux du nouveau bâtiment à Arcueil. A titre de garantie, une hypothèque a été prise sur le local de la rue d'Assas. La dernière échéance est reportée au 25 novembre 2022. Les échéances mensuelles sont de 26 464 €.

Un emprunt (Prêt Garanti par l'Etat) a été souscrit auprès de la Société Générale le 18 mars 2021 pour faire face aux conséquences financières de la pandémie du COVID-19. Cet emprunt bénéficie de la garantie de l'Etat. Cet emprunt a bénéficié dans un premier temps d'un différé de 12 mois de remboursement. Le 11 janvier 2022, une durée additionnelle d'amortissement a été prise sur 5 ans dont 1 an de décalage de remboursement du capital.

=> Période du 18/03/2021 à 18/03/2022 : Pas de remboursement du capital emprunté.
Paiement d'une prime de garantie le 18 mars 2022 : 1 500 €.

=> Période du 18/04/2022 au 18/03/2023 : Pas de remboursement du capital emprunté.
Paiement d'une prime de garantie de 214 € par mois et des intérêts pour 460 € par mois, soit 8 088 € sur 12 mois.

=> Période du 18/04/2023 au 18/03/2027 : Paiement de 48 mensualités de 12 950 euros, soit un total de 621 600 € sur les 48 mois (comprenant le capital remboursé, les intérêts et les primes de garantie).

TABLEAU DES DETTES FINANCIERES						
Etat des emprunts et dettes financières	Date de Fin	Montant souscrit	Total du capital restant dû au 31/08/2021	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Achat 39bis rue d'Assas - Société Générale	27/04/2022*	1 500 000	78 190	78 190	0	0
Travaux d'aménagement Arcueil - Société Générale	25/11/2022*	2 000 000	371 362	315 660	55 702	0
Prêt Garanti par l'Etat - Société Générale	18/03/2027	600 000	600 000	0	600 000	0
TOTAUX		4 100 000	1 049 552	393 850	655 702	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice		600 000				
Emprunts remboursés en cours d'exercice		400 270				
Montant des intérêts de l'exercice		15 275				

*Accord en raison de la crise sanitaire : report de la fin des prêts de 6 mois

AVANCES ET ACOMPTES RECUS

Les avances et acomptes reçus sur les frais de scolarité 21/22 au 31/08/2021 s'élève à 2 369 416 € (pour un effectif de 612 étudiants inscrits en 12/2022 – hors apprentis et étudiants en Bachelor avec EFREI) contre un montant d'avances et acomptes sur les frais de scolarité 20/21 au 31/08/2020 de 2 447 912 € (pour un effectif de 653 étudiants inscrits – hors apprentis et étudiants Bachelor avec EFREI), soit une diminution de 78 497 €.

DETTES

Toutes les autres dettes sont à moins d'un an.

INFORMATION RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

Informations relatives aux ressources de l'activité

Les ressources de l'association sont issues majoritairement des frais de scolarités mais l'ISIT reçoit également des financements de l'Etat français, de la région, des collectivités locales, de l'Union européenne et des entreprises.

L'association s'engage à participer à l'effort de modernisation de l'enseignement supérieur en inscrivant ses formations et sa recherche dans les orientations du service public. En contrepartie l'association perçoit une subvention de fonctionnement.

Concernant l'offre d'apprentissage 20/21, la formation de l'ISIT a fait l'objet d'une prise en charge des apprentis par les OPCO des entreprises. Le CERFAL assure la facturation aux OPCO et applique des frais de gestion de 7 % déduit de chaque facture.

Tout le suivi administratif des 44 apprentis des spécialisations de 5^{ème} année était effectué par le CERFAL.

Le 8 juillet 2021, la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et Solidarités (DRIETS) a confirmé l'enregistrement du CFA ISIT pour les actions de formation par apprentissage en propre. Pour l'année 21/22, il a été convenu que :

- Les apprentis des spécialisations de 5^{ème} année Communication Interculturelle et Traduction (CIT) et Stratégie Digitale Interculturelle (SDI) sont administrés par le CERFAL.
- Les apprentis des spécialisations de 5^{ème} année Management Interculturel (MI) et Stratégies Internationales et Diplomatie (SID) sont administrés par le CFA ISIT.

Les ressources 20/21 se décomposent ainsi :

	2020-2021	2019-2020	Variation
Produits de scolarité (formation initiale)	4 959 773 €	5 258 424 €	-298 651 €
Produits de formation professionnelle	209 313 €	121 653 €	87 660 €
Produits d'apprentissage	451 533 €	573 378 €	-121 845 €
Formations internationales (programmes courts)	54 450 €	0 €	54 450 €
Subvention du ministère	464 000 €	463 876 €	124 €
Mobilités internationales (Erasmus)	195 729 €	309 672 €	-113 943 €
Autres subvention UE (Parlement Européen)	86 721 €	73 939 €	12 782 €
Subvention CVEC	26 307 €	26 322 €	-15 €
Autres subventions (Région Ile de France)	5 333 €	5 000 €	333 €
Produits des activités annexes (location de salles)	61 000 €	68 735 €	-7 735 €
Produits de gestion des frais de scolarité	23 545 €	23 930 €	-385 €
Autres produits d'exploitation	16 606 €	26 537 €	-9 931 €
Dons – Mécénats	2 820 €	13 320 €	-10 500 €
Produits financiers	1 989 €	3 733 €	-1 744 €
Produits exceptionnels	10 719 €	-2 521 €	13 240 €
TOTAL	6 569 838 €	6 965 998 €	-396 160 €

Informations relatives aux effectifs

	Au 31/08/21	Au 31/08/20
Effectif du personnel non-cadre en ETP	8,9	12,8
Effectif du personnel cadre en ETP	35,4	35,9
Total	44,3	48,7

Informations relatives aux rémunérations.

Conformément à la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 art.20 :

Aucun membre du Conseil d'Administration, notamment le Président, le Trésorier et le Secrétaire, ne perçoit une rémunération ni un avantage en nature dans le cadre de leur fonction. Les rémunérations annuelles des trois plus hauts cadres salariés s'élèvent à 318 850 €.

Informations relatives aux Bourses

L'ISIT renforce sa politique sociale depuis plus de 10 ans par les bourses du fonds de solidarité de l'ISIT attribuées aux étudiants les plus nécessiteux. Les attributions sont décidées lors des commissions de bourses tenues entre juin et octobre de chaque année. Le Conseil d'Administration de l'ISIT vote un montant annuel d'attribution au fonds de solidarité, issu des fonds propres de l'Association.

Au 31/08/2021, le compte de résultat de l'exercice constate les bourses octroyées aux étudiants comme suit :

TABLEAU DES BOURSES		
	Au 31/08/2021	Au 31/08/2020
Bourses attribuées par commissions de l'ISIT	217 900 €	259 500 €
Bourses d'urgence – autres attribuées par l'ISIT	3 000 €	1 785 €
Montant total des bourses attribuées par l'ISIT	220 900 €	261 285 €
Nombre d'étudiants bénéficiant des bourses de l'ISIT	139	157
Montant moyen de la bourse	1 589 €	1 664 €

L'ISIT attribue également des bourses aux mobilités internationales à travers les financements obtenus de l'Union Européenne (Erasmus+) et le Conseil Régional Ile-de-France.

En 2020-2021, les bourses attribuées dans le cadre de ces financements représentaient un total de 160 105 € :

- 154 105 € pour les mobilités en zone Union Européenne financées par l'Union Européenne (Erasmus+),
- 5 600 € pour les mobilités internationales financées par le Conseil Régional d'Ile-de-France : Bourse Aide à la Mobilité Internationale des Etudiants (AMIE).

Informations relatives aux crédits baux

Objet	Fournisseur	Montant du Contrat	Durée du contrat*	Echéance Mensuelle	Charges 2020-2021	Dernière Échéance*
Matériel de Bureau	CDB Office&A	419.563,20€	60 mois	6 992,72 €	35 010,14 €	01/02/2021
Matériel de Bureau	JM Bruneau	86 548,80 €	60 mois	1 469,62 €	4 413,91 €	05/12/2020
Vidéo et Streaming	ADDEX	487 924,39 €	60 mois	8 285,00 €	49 762,12 €	31/03/2021
Serveur HP	TASK	28 110,02 €	60 mois	464,17 €	929,49 €	10/11/2020
Photocopieurs	KONICA		61 mois	639,54 €	6 736,68 €	01/10/2025

* Les Crédits-baux ont été prolongés en accord entre Société Générale et l'ISIT dans le cadre des actions proposées en réponse à la crise sanitaire en mars 2020

Les contrats de crédits baux des 4 premières lignes du tableau sont terminés en 20/21.